

LE MARCHÉ COMMUN EUROPÉEN...

En tout temps les hommes ont pratiqué l'échange et l'échange suppose nécessairement la division du travail. Chacun se borne à produire certaines choses ou à fournir certain travail qu'il échange ensuite contre le produit du travail des autres. Il est facile de comprendre que chacun aussi exerce son activité là où il est le plus apte et exploite les richesses que la nature met à sa disposition là où il vit. L'immense développement du bien-être général du dernier siècle, surtout dans les pays occidentaux est dû à la division du travail et aux échanges internationaux. Tout homme de bon sens, tout responsable du destin de ses semblables ne peut que s'incliner devant cette éclatante vérité.

La logique exige donc que le travail de production et les échanges ne soient pas contrariés par des mesures inopportunes, mais au contraire favorisés par ceux qui ont le pouvoir d'influencer la marche de l'économie. Le mécanisme de l'échange n'est un instrument utile au bien-être général que s'il est libre, c'est-à-dire à l'abri des coalitions d'intérêts particuliers. Ajoutons que cette liberté est en accord avec la loi naturelle, la volonté de Dieu, dirait un croyant.

Est-ce bien ainsi que vont les choses? On est bien obligé de constater que le monde du XX^{ème} siècle ne donne pas ce sens à son activité économique. Il a nettement tourné le dos au libéralisme économique né de la Révolution de 1789 et s'est engagé dans la voie d'un dirigisme plus ou moins totalitaire et d'un protectionnisme orienté vers les autarcies nationales. On peut voir aujourd'hui les tristes résultats de ce retour à des méthodes préhistoriques du troc ou au système des économies compartimentées: deux guerres générales, effroyables, des conflits insolubles provenant de traités insensés, prolifération d'États comme au Moyen Age. On multiplie les frontières, les barrières économiques, on arrête, on emprisonne, on pille, on tue, on pend, on s'étripe un peu partout ; le cannibalisme même devient un phénomène normal et a droit de cité en Afrique.

Et cependant, la loi naturelle qui s'impose comme une nécessité est là qui s'offre à nous avec tout son cortège de forces qu'il suffit de comprendre pour les discipliner et les rendre favorables. Un exemple en ce moment, qui pourrait changer le cours des événements, illustre cette thèse: c'est la création du Marché commun européen. Il y a là un test qui place les dirigeants, les économistes, les hommes politiques, les partis, les syndicats, les producteurs et les consommateurs, etc..., en face de leurs responsabilités et qui mesure leur degré de compréhension de l'évolution économique.

Pour nous, libertaires ou anarchistes, notre religion est faite depuis qu'il y a des libertaires et des anarchistes. Nous sommes pour la libre circulation des biens et des personnes sur toute la surface de la planète.

Mais entendons-nous bien: pour nous le Marché commun n'est pas et ne doit pas être cette coalition d'intérêts particuliers nationaux que cherchent à réaliser nos thaumaturges officiels: un panier de crabes. Comme toutes les grandes réalisations de l'histoire, c'est malgré eux et même contre eux, contre leur monde que se construit le monde de demain. Le Marché commun ou tout marché fonctionnant sur un plus grand ensemble peut absorber plus facilement et sans plus de frais un bien plus grand volume d'échanges; mais pour qu'il joue pleinement son rôle, il faut que disparaissent les marchés nationaux dans ce qu'ils ont de nationaux.

Voilà ce que ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre nos maîtres en politique et en économie. Ils veulent se laver sans se mouiller. Ils sont les tenants, conscients ou inconscients, de toutes les hérésies économiques passées, présentes et futures. Le malheur veut qu'ils soient d'accord avec les préjugés et les sentiments des masses et même des gens très bien, les gogos de toutes opinions. Cette conjonction des opinions et des activités individuelles et collectives sert admirablement ceux qui vivent grassement de la situation actuelle de l'Europe, emprisonnée par ses marchés nationaux. Pensons à ce que coûtent à l'économie européenne les barrières douanières avec leurs tarifs fiscaux, leurs tarifs protecteurs, leurs tarifs éducateurs, leurs tarifs de marchandage, leurs tarifs de représailles, leurs tarifs anti-dumping, leurs tarifs de préférence sans compter les contingents et les frais immenses nécessités par le fonctionnement du contrôle des changes. Tout ça n'existe pas dans les marchés intérieurs et ne doit pas exister dans un marché européen bien compris. Des centaines de milliards pourraient être ainsi rendus à l'économie productive.

Examinons quelques arguments qu'on présente aux masses et au grand public pour les détourner d'une économie européenne ou mondiale commune. On dit par exemple aux producteurs français: vous serez ruinés si on laisse entrer en France librement le beurre danois, les œufs de Hollande, les oranges d'Espagne, les articles manufacturés allemands ou anglais, etc..., parce que toute cette production sera vendue aux dépens de la production française. C'est faux, car si c'était vrai, chaque région de notre pays aurait intérêt à avoir son marché fermé interdit à tout producteur étranger à la région. Chacun sait bien qu'il serait insensé de rétablir les barrières douanières d'avant 1789, qui nous ramèneraient les famines et la disette. La vérité c'est que toute protection accordée à une branche de la production est un sacrifice pour le pays et un appauvrissement de l'économie.

On dit: il faut organiser le marché de manière que chaque nation vende aux autres autant qu'elle achète, sinon c'est le déséquilibre des balances commerciales, c'est-à-dire la faillite pour certaines d'entre elles. D'abord c'est archi-faux de croire qu'une balance équilibrée ou créditrice soit de ce fait un avantage. S'il en est ainsi, c'est par pur hasard. Parler ici de déficit est un terme impropre qui prête à équivoque. Le déficit d'une balance des comptes, si tant est qu'il puisse exister, n'a rien de commun par exemple avec le déficit budgétaire ou le déficit chronique de nos grandes entreprises du secteur nationalisé ou protégé. C'est faire preuve d'une complète ignorance des phénomènes économiques que de confondre les deux choses. Quoi qu'il en soit, il ne sera pas plus question de balances commerciales dans un Marché commun véritable que dans les marchés intérieurs, par exemple chez nous entre la Bretagne et la Provence, entre la Gironde et la Seine-Maritime ou entre Paris et Lyon, etc... Nos dirigeants jouent cependant cette carte avec succès. La carence des syndicats et des forces populaires d'avant-garde au sujet du problème du marché européen, est si complète, que personne ne pose cette question: pourquoi depuis que notre balance des comptes est équilibrée à 100%, jamais la crise économique n'a été si générale et si grave?

Il y aurait bien des choses à dire encore. Il nous faut conclure par cette simple vérité: le Marché commun ne peut être autre chose que la libre circulation des biens et des personnes dans toute l'Europe; et cette autre: si les travailleurs voulaient s'occuper sérieusement de la question par l'action directe, le marché pourrait fonctionner du jour au lendemain et leur pouvoir d'achat pourrait doubler en quelques années. Il n'y a qu'à voir ce que l'économie commune a donné dans l'Amérique du Nord.

Jean FONTAINE.
